

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



ACCORD SUR LE PLAN DE RELANCE EUROPÉEN

Paris, le 21 juillet 2020

#NousDemain salue l'avancée historique que représente l'accord sur le plan de relance européen en terme de renforcement de la solidarité entre les États membres dans un esprit fédéraliste que nous estimons constitutif de l'Union.

En particulier, nous nous réjouissons que, pour la première fois, un emprunt commun aux 27 membres va permettre l'octroi de 390 milliards de subventions directes aux pays dont les économies ont été les plus durement touchées par la crise du Covid-19 pour financer leur relance. Nous sommes convaincus que l'Europe ne peut être forte et compétitive que si elle ose aller plus loin dans l'union et la coopération économique. Ce premier pas dans la bonne direction doit être le début d'un mouvement général et de long terme en faveur d'une intégration et d'une entraide européenne renforcée.

Néanmoins, l'âpreté des négociations a mis en lumière les divisions qui persistent entre les États du Nord et du Sud. Si cet accord, porté avec ferveur par Paris et Berlin, a finalement pu aboutir, c'est au prix d'importantes concessions faites aux pays autoproclamés « frugaux » que sont les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, l'Autriche et la Finlande.

En effet, ces partisans d'une rigueur budgétaire stricte ont vu leur participation à l'effort commun fortement diminuée. Ainsi, la part des subventions de 390 milliards est à comparer au 500 milliards initialement prévus, le reste des 750 milliards étant constitué de prêts classiques aux États.

De plus, le « droit de regard » du Conseil prévoit une forme de contrôle des plans nationaux de relance des pays bénéficiaires de ces subventions qui laisse craindre l'imposition de mesures de rigueur ou d'allègement des droits du travail alors que les populations des pays en difficulté sont déjà fragilisées et précisées.

Aussi, ces concessions aux économies du Nord ont été financées par des coupes importantes dans les fonds destinées notamment à la recherche, au programme

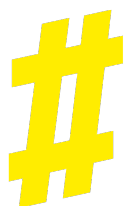
#NOUSDEMAIN

ERASMUS, et même à la santé alors que nous sommes au coeur d'une crise sanitaire sans précédent ...

La PAC est également une grande perdante de ces négociations avec un fonds de relance rurale divisé de moitié, passant de 15 à 7,5 milliards d'euros. Ce sont autant d'investissements structurels essentiels pour notre souveraineté alimentaire et la sauvegarde de notre modèle agricole qui sont sacrifiés.

Le succès de ce plan de relance est également entaché par un recul majeur sur le mécanisme liant l'octroi de fonds européens au respect de l'État de droit. Au regard des situations inacceptables qui persistent en Pologne et en Hongrie, ce manque d'ambition en termes de défense et de préservation des valeurs fondamentales de l'Union Européenne nous apparaît comme extrêmement dangereux.

La relance économique se doit d'être également solidaire et sociale. Ainsi, nous appelons à une vigilance et à une exigence toujours renouvelées en termes de protections individuelles pour les citoyens européens et de respect des valeurs démocratiques. Nous souhaitons que ce premier plan communautaire puisse être approfondi en faveur de la construction d'une solidarité économique européenne renforcée et pérenne.



www.nousdemain.eu
contact@nousdemain.eu